

Portugal

DANS LA GALÈRE DE L'AUSTÉRITÉ.
P. 15



Carlos Spornmo/PANOS-REA

JEUDI 1^{er} OCTOBRE 2015 | N° 21767 | 1,70 € l'Humanité.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

L'injustice sociale et fiscale jusqu'au bout du quinquennat

Manuel Valls piétine le dialogue social

FONCTION PUBLIQUE Contre les syndicats majoritaires, le gouvernement choisit le passage en force pour imposer l'accord sur les rémunérations des fonctionnaires. **P. 8**

L'appel solennel du président palestinien

ONU Mahmoud Abbas a évoqué les énormes sacrifices consentis par son peuple. **P. 17**

« L'anticipation, un genre littéraire très puissant »

ENTRETIEN Boualem Sansal imagine, dans 2084, que le totalitarisme islamique arrive au pouvoir en Europe. **P. 19**



Ferouk Bariche/AFP

François Hollande avait promis la redistribution, les Français auront droit en fait à la poursuite de l'austérité. Dernière occasion du quinquennat de modifier le cap suivi par le gouvernement marqué par la montée en charge du « pacte de responsabilité » et ses 41 milliards d'euros (à plein régime) d'allègements fiscaux et sociaux pour les entreprises sans contreparties exigées, le projet de loi de finances pour 2016, ultime véritable budget de la législature avant l'année électorale de 2017, enfonce le clou de la politique dite « de l'offre » au nom de la « compétitivité » des entreprises et des « économies » budgétaires pour la financer, dans le cadre contraint de la « maîtrise » de la dette et des déficits publics.

En résumé, cela donne un budget marqué par quatre chiffres clés : 9 milliards d'euros supplémentaires d'« aides » aux entreprises viendront alourdir la facture à la charge de l'État ; 2 milliards d'euros seront consacrés à de nouvelles baisses d'impôt sur le revenu pour les particuliers ; tandis que les économies budgétaires pour financer ces mesures et la réduction du déficit public prévu (3,3 % du PIB en 2016 contre 3,8 % attendus officiellement cette année) atteindront 16 milliards d'euros au lieu des 14,5 milliards programmés, dont 3,5 milliards seront supportés par les seules collectivités locales, déjà financièrement asphyxiées.

AVEC LA PRÉSENTATION DU BUDGET 2016, LE TEMPS DE LA REDISTRIBUTION N'EST PAS VENU.

Dans le détail, l'État devra réaliser pour son propre compte 5,1 milliards d'euros d'économies, ce qui signifie moins de services publics, tandis que la Sécurité sociale sera mise à contribution à hauteur de 7,4 milliards d'euros.

Mais ces chiffres sont loin d'être exhaustifs et définitifs, puisque le projet de loi de finances dévoilé hier à l'occasion du Conseil des ministres n'intègre pas une série d'annonces nouvelles égrenées ces dernières semaines : aide exceptionnelle aux agriculteurs de 85 millions d'euros qui s'ajoute au plan d'urgence de 600 millions annoncé cet été, 150 millions d'aides à la construction de logements sociaux, mais aussi les 600 millions consacrés à l'accueil des réfugiés, promis mais toujours pas budgétés. Le gouvernement s'est engagé à revoir sa copie en déposant des amendements sur ces points lors de la discussion parlementaire, ou en présentant un prochain projet de loi rectificatif (un « collectif budgétaire »). Mais cela sera synonyme de choix douloureux, la règle fixée étant que toute nouvelle dépense est compensée « par des économies sur d'autres secteurs », a rappelé le secrétaire d'État au Budget, Christian Eckert.

Autres grands sacrifiés : les budgets de l'écologie et de l'aide au développement, qui voient leurs crédits diminuer, en contradiction avec les engagements pris par François Hollande à l'ONU.

Lire la suite de notre article page 4

DÉBATS & CONTROVERSE P. 12

Quel rôle de la France face au drame syrien ?

BELGIQUE 1,80€ - LUXEMBOURG 1,80€ - ANTIILLES-RÉUNION 2,10€ - ITALIE 2,20€ - ESPAGNE 2,20€ - MAROC 20 DH

